



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Paris, le 11 avril 2002

DIRECTION DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

LA DIRECTRICE

dossier suivi par :
D.Cazier (Bureau K1)
M-C Guichard (Bureau K1)
P-M Armand (Bureau L1)

NOTE à

Madame et Messieurs les directeurs régionaux
Mesdames et Messieurs les directeurs départementaux
Mesdames et Messieurs les directeurs de services
Monsieur le directeur général du Centre national de formation
et d'études

Circulaire n° NOR JUS FO2 50 047 C

OBJET : Place et rôle des personnels de service social de la protection judiciaire de la jeunesse.

La profession d'assistant de service social est réglementée par un ensemble de textes administratifs, juridiques, déontologiques¹. L'inscription de son exercice au sein des services de la protection judiciaire de la jeunesse a, par ailleurs, fait l'objet de plusieurs travaux, recommandations et directives².

Malgré le cadre défini par cet ensemble de textes, la place et les fonctions des personnels de service social à la protection judiciaire de la jeunesse sont devenues, au fil des évolutions des méthodes éducatives, floues et aléatoires selon les services.

Les orientations arrêtées n'ont pas suffi à lever les obstacles rencontrés par ces professionnels pour accéder à la pleine et entière reconnaissance de leurs compétences et beaucoup d'entre eux ont encore, fréquemment, le sentiment d'être utilisés au gré des besoins des services ou des attentes des équipes et, parfois même, niés dans leurs compétences.

Ce sentiment tient en grande partie à la présence très largement majoritaire des personnels du corps éducatif dans les services de la protection judiciaire de la jeunesse. Cette prééminence de fait pèse

¹ Code de la famille, code de déontologie, décret du 1^{er} août 1991.

² Parmi les travaux qui leur ont été consacrés rappelons, pour ne citer que les plus décisifs, le rapport (dit rapport Beaufrère) de la commission sur les personnels de service social à l'éducation surveillée (1985), CTPN du 25 juin 1986, l'étude de Francis Bailleau sur l'enquête sociale de 1998. Leurs fonctions ont, en outre, été précisées par l'administration centrale à l'occasion des travaux de réflexion consacrés aux grandes fonctions éducatives mises en œuvre par les services de la protection judiciaire de la jeunesse (cela a notamment été le cas lors des travaux consacrés à la fonction investigation - circulaire du 18 décembre 1996- et ceux relatifs à l'action éducative en milieu ouvert -CTPN de juin 1998). De nombreux travaux ont par ailleurs été réalisés à l'initiative des échelons déconcentrés ou à celle des professionnels eux-mêmes.

structurellement sur les pratiques et le fonctionnement des services, notamment dans leur dimension pluridisciplinaire.

La présente circulaire a pour objet de définir les orientations relatives à la place et au rôle des personnels de service social à la protection judiciaire de la jeunesse.

1 . PLURI ET INTER-DISCIPLINARITÉ

Pour mener à bien les missions qui lui sont confiées la protection judiciaire de la jeunesse recrute des personnels appartenant à des métiers différents, permettant de prendre en compte les différentes dimensions personnelle, familiale et sociale, des situations individuelles.

La présence de personnels exerçant des professions distinctes ne suffit pourtant pas à garantir un fonctionnement pluridisciplinaire. La pluridisciplinarité n'est pas, en effet, simple addition de moyens, aussi riches et diversifiés soient-ils, mais articulation et coordination de ceux-ci. La circulaire du 18 décembre 1996 relative aux mesures d'investigation avait introduit une définition en ce sens, préférant au terme de *pluridisciplinarité* (dont le préfixe n'évoque que la dimension quantitative) celui d'*interdisciplinarité* (qui met l'accent sur la dimension qualitative d'échanges et de réciprocité). Si la pluridisciplinarité renvoie aux moyens, l'interdisciplinarité est, quant à elle, le résultat d'une organisation programmée et repose sur un fonctionnement élaboré et repérable.

Ainsi, on parlera de la *composition pluridisciplinaire* d'une équipe et du *fonctionnement interdisciplinaire* d'un service. S'il revient à l'administration de garantir au mieux la première, il appartient aux directeurs de services d'assurer le second au sein de leur service, en soutenant l'exercice plein et entier de chaque profession, en veillant à l'expression des compétences et des techniques propres à chacune d'entre elles, en faisant clairement apparaître les fonctions de chaque professionnel dans le projet de service, en favorisant la concertation et la coordination entre les différents intervenants, en s'assurant du maintien d'un niveau suffisant de connaissances, etc.

Il sera demandé à la formation des directeurs de prendre en compte cette fonction d'animation d'équipe pluridisciplinaire.

Des fiches de poste établies pour les différents professionnels devraient faciliter l'exercice de cette fonction d'animation en fixant un cadre de références commun précisant les compétences des différentes professions et leur champ d'application. Celles des personnels de service social (assistant de service social et conseiller technique de service social) vous sont communiquées en annexe à la présente circulaire. Les directeurs de service voudront bien s'y référer et veiller à la mise en oeuvre effective de ces dispositions.

2 . L'EXERCICE DES FONCTIONS DES PERSONNELS DE SERVICE SOCIAL A LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE.

2.1. LES ASSISTANTS DE SERVICE SOCIAL

En raison de leur formation, de leurs savoir-faire, de leur appartenance à un corps professionnel largement représenté dans des secteurs diversifiés de la sphère socio-économique les assistants de service social apportent à la protection judiciaire de la jeunesse des compétences spécifiques qui tiennent à leur capacité à :

- travailler sur une approche globale replaçant chaque situation dans son contexte propre qu'il s'agisse du milieu familial, des conditions de vie, de l'état de santé, du contexte sociologique,
- engager, après l'analyse de la situation et la définition d'objectifs, une relation d'aide aux personnes visant à favoriser leurs facultés d'autonomie et le développement de leurs ressources propres,
- rechercher des modes de médiation ou de négociation en mesure de résorber les tensions et les litiges,
- inscrire leur action dans une dynamique de réseau et interpellier avec leurs partenaires les responsables de l'action sociale.

Ces compétences s'exercent à la protection judiciaire de la jeunesse dans trois secteurs d'intervention fondamentaux :

- l'évaluation,
- la prise en charge individuelle ou collective des jeunes et le travail avec les familles,
- les actions partenariales.

Ces différents champs d'intervention doivent être déclinés dans le projet de service selon les orientations nationales ci-après se rapportant à chacun d'entre eux. Les directeurs départementaux devront veiller au respect de ces dispositions lors de la validation des projets de service.

2.1.1 L'EVALUATION

L'évaluation des situations est un préalable nécessaire à la mise en oeuvre de l'intervention des services et doit rester une préoccupation permanente tout au long du déroulement de la prise en charge. L'assistant de service social a une place spécifique dans cette démarche.

Concernant l'investigation, la place et le rôle des personnels de service social ont fait l'objet de développements particuliers dans la circulaire du 18 décembre 1996 relative à l'exercice des mesures d'investigation ordonnées par les juridictions pour mineurs à laquelle vous voudrez bien vous référer.

2.1.1.1. L'enquête sociale

Les assistants de service social de la protection judiciaire de la jeunesse ont, dans le secteur public, la compétence exclusive pour la mise en oeuvre des mesures d'enquête sociale. Pour autant leur rôle ne peut se réduire à cette seule fonction.

En outre, bien que renvoyant à une technique d'intervention propre aux personnels de service social, l'enquête sociale ne constitue en aucune façon à la protection judiciaire de la jeunesse une mesure personnalisée, confiée nominativement à une personne. La circulaire du 18 décembre 1996 a pris soin de rappeler le cadre institutionnel d'exercice de l'enquête sociale.

La place des personnels de service social est aujourd'hui fragilisée par la baisse des mesures d'enquête sociale confiées aux services du secteur public de la protection judiciaire de la jeunesse (la baisse régulière depuis plusieurs années est également perceptible, bien que dans une moindre mesure, dans les services du secteur associatif habilité). Pour remédier à cette situation Francis BAILLEAU, au terme de l'étude qu'il a réalisée en 1997 sur les mesures d'enquête sociale et les causes de leur déclin, propose la mise en oeuvre d'une mesure d'enquête sociale renouvelée, plus centrée sur le repérage des réseaux de vie et de socialisation des jeunes, * recentrage + qui, selon lui, permettrait à l'enquête sociale de trouver un regain d'intérêt auprès des magistrats.

Il existe, en effet, au sein de la profession un accord pour reconnaître l'importance de la qualité du réseau social et des relations familiales pour le développement de l'enfant et son insertion sociale. Le repérage des réseaux de socialisation des jeunes et de leur famille (qui se confondent parfois avec les réseaux locaux de survie très actifs dans certains quartiers * sensibles +) ainsi que celui des systèmes de filiation (devenus extrêmement complexes à analyser, notamment dans les familles éclatées et/ou recomposées) sont indispensables pour mener à bien l'action éducative auprès des mineurs.

Par leur formation et leur expérience auprès des familles et dans l'ensemble des secteurs de la vie des quartiers, les personnels de service social sont particulièrement désignés pour mener ce travail de repérage et de mobilisation des réseaux existant dans l'environnement familial et social des jeunes, contribuant ainsi utilement à l'information des magistrats et à la mise en œuvre de l'action éducative.

2.1.1.2. L'investigation d'orientation éducative (IOE)

Les personnels de service social se sont vus reconnaître, dans la circulaire du 18 décembre 1996, un rôle particulier dans la mise en œuvre des mesures d'IOE où ils peuvent être amenés à réaliser un bilan social centré sur l'évaluation globale de la situation sociale de la famille

Toutefois, pour tenir compte des moyens dont disposent les services de milieu ouvert, leur intervention n'a pas été mentionnée comme systématique dans la circulaire alors que celle de l'éducateur ou du psychologue y apparaît comme obligatoire. Il convient donc de préciser ici que l'intervention de l'assistant de service social est systématique dans toutes les mesures d'IOE, au même titre que celles de l'éducateur et du psychologue, conformément aux indications données à ce propos dans la circulaire du 18 décembre 1996 : « Une procédure doit être mise en place qui permette à chacun d'être informé de chaque situation faisant l'objet d'une IOE, d'en faire une lecture spécifique à l'aide des techniques de sa profession, d'interroger la lecture de l'autre et de déterminer, en concertation, s'il y a lieu d'intervenir. »

Si en l'état actuel des moyens ce principe ne peut être appliqué partout, il vaut, en revanche, sans réserve, dans les services disposant d'un personnel de service social.

2.1.1.3. Le recueil de renseignements socio-éducatifs (RRSE)

La circulaire du 18 décembre 1996 exclut les personnels de service social de l'exercice des recueils de renseignements socio-éducatifs pratiqués en application de l'article 12 de l'ordonnance du 2 février 1945³. Cette disposition restrictive les écarte, de facto, de la fonction de permanence éducative (orientation des mineurs déferés).

La réforme des SEAT et la ré-organisation de l'exercice des missions éducatives au tribunal posent toutefois la question de l'intervention des personnels de service social dans le cadre de la permanence éducative au tribunal en des termes nouveaux puisque, en tant que membres d'une équipe d'unité éducative, ils pourraient, désormais, être appelés à contribuer aux activités de la permanence éducative. La question se pose donc de savoir s'il convient d'étendre leur intervention à toutes ces activités ou, à l'inverse, de la limiter à certaines d'entre elles, et dans l'affirmative lesquelles.

³ Ni l'article 12 de l'ordonnance du 2 février 1945 ni l'arrêté du 30 juillet 1987 portant création des SEAT ne définissent la qualité du personnel chargé d'effectuer la recherche de rrse sur le fondement de l'article 12. La circulaire du 18 décembre 1996 relative aux mesures d'investigation attribue une compétence exclusive aux éducateurs dans la mise en œuvre de RRSE en application de l'article 12 pour la même raison qu'elle désigne les seuls personnels de service social comme compétent pour l'exercice des enquêtes sociales.

Les réponses à cette question nécessitent, entre autres, de ré-examiner le contenu et la finalité des recueils de renseignements socio-éducatifs pour déterminer si les personnels de service social sont concernés par l'exercice de ces mesures, notamment celles pratiquées en application de l'article 12 de l'ordonnance du 2 février 1945.

Ces questions seront examinées dans le cadre d'un travail sur les mesures d'investigation qui vient d'être lancé par la direction.

2.1.2 LA PRISE EN CHARGE ÉDUCATIVE

2.1.2.1. La contribution à la mise en œuvre des mesures.

Concernant l'exercice proprement dit de mesures, les personnels de service social se sont vus confier des mesures d'action éducative en milieu ouvert au même titre que les éducateurs.

Les mesures ainsi confiées aux personnels de service social ont dans, un premier temps, quasi exclusivement concerné la situation de jeunes enfants en danger, nécessitant un travail plus particulièrement centré sur les parents auprès desquels les assistants sociaux ont un savoir-faire reconnu. Ils sont cependant de plus en plus sollicités pour la mise en œuvre de mesures ordonnées en matière pénale, y compris de mesures de contrôle ou de probation.

L'assimilation progressive des fonctions d'éducateur et d'assistant de service social, rencontrée dans plusieurs services, a sans doute été favorisée par la superposition des lieux d'exercice professionnel au fil des évolutions des méthodes de l'action éducative. Longtemps, en effet, éducateurs et personnels de service social sont intervenus dans des sphères professionnelles distinctes dont les frontières tranchées garantissaient à la fois l'affirmation et le respect de compétences professionnelles spécifiques. L'éducateur exerçait sa profession auprès des mineurs en internat (alors défini comme le lieu d'excellence de l'éducatif) et l'assistant de service social auprès des familles, dans l'environnement du mineur (défini comme terrain d'action du social).

La fin de l'internat, le développement du milieu ouvert et l'investissement par les éducateurs du milieu de vie des mineurs, l'inscription dans les politiques publiques, la territorialisation de l'action éducative ont, en brouillant les repères et les frontières, mis fin à cette période où l'on pouvait presque identifier un métier à un territoire. Aujourd'hui, éducateurs et personnels de service social interviennent l'un et l'autre dans l'environnement social et familial du mineur.

Ce n'est donc plus, désormais, leur domaine d'intervention qui caractérise les professions sociales et éducatives mais, sur le même champ, des compétences distinctes, un positionnement, un savoir faire, une déontologie, une culture propres à chacune d'entre elles. C'est précisément l'affirmation et le respect de ces spécificités qui, en refusant les amalgames, sont le gage d'un véritable travail interdisciplinaire au sein des équipes éducatives.

Aussi, pour cette raison, le rôle des personnels de service social est-il de contribuer à l'exercice des mesures éducatives et à l'exécution des peines en complémentarité de l'intervention des éducateurs et des psychologues. Leur contribution à l'exercice de ces mesures doit s'appuyer sur l'environnement du jeune et son réseau relationnel et de socialisation qui ne se superpose pas nécessairement avec les réseaux institutionnels.

L'application de cette disposition va conduire à modifier le fonctionnement et l'organisation du travail de certains services; toutefois, dans l'immédiat, afin de préserver la continuité de l'action éducative et, le cas échéant, pour tenir compte de l'existence de mesures en attente, les personnels de

service social mèneront jusqu'à leur terme les mesures éducatives et les peines qui leur sont aujourd'hui attribuées en propre.

Les personnels de service social peuvent également intervenir ponctuellement en hébergement, en priorité dans les centres de placement immédiat.

La détermination de leurs lieux d'intervention devra être examinée par le directeur départemental au regard des missions et des projets de service, sachant qu'ils ne pourront être affectés que dans un service de milieu ouvert et que, pour garantir un bon exercice de leurs fonctions, leur intervention ne devra pas se répartir sur plus de deux structures.

2.1.2.2. Le travail avec les familles.

La réflexion actuelle sur le travail avec les familles induit des modifications importantes des pratiques. Les personnels de service social contribuent, en raison de leurs compétences, à la mise en œuvre de cette orientation de travail en prenant dans la prise en charge éducative une part importante à l'analyse et à l'accompagnement des situations familiales et sociales. Cette dimension de travail leur confère la responsabilité de rechercher les moyens d'aide et de soutien les plus appropriés et de contribuer à leur mise en œuvre.

2.1.3. LES ACTIONS PARTENARIALES

Il est fréquent d'observer un différentiel très net entre le temps éducatif judiciaire et la mise en œuvre de réponses sociales aux problèmes rencontrés. Il est, en conséquence, nécessaire que les professionnels trouvent pour le travail avec les familles, comme pour la prise en charge éducative des mineurs dans sa continuité, un ensemble de relais dans le droit commun ou le champ de la solidarité sociale. Ces relais sont les interlocuteurs habituels des personnels de service social dont ils sont particulièrement proches.

Les échanges qui s'instaurent, la mise en commun sur le travail à conduire et les actions à engager pour le traitement social des situations sont des moteurs à l'innovation qui est particulièrement attendue dans un contexte où l'évolution sociologique des groupes familiaux justifie de s'appuyer sur de nouveaux repères et d'aménager les interventions.

2.2. LES CONSEILLERS TECHNIQUES DE SERVICE SOCIAL

2.2.1 AU PLAN RÉGIONAL

La protection judiciaire de la jeunesse participe à la mise en œuvre de l'ensemble des politiques publiques qui touchent au cadre de vie, à l'éducation et à l'accompagnement social. La loi relative à la lutte contre les exclusions a défini les domaines où l'effort des services publics doit porter. Par leur mobilisation dans le champ social, les personnels de service social prennent une part active à la réflexion et à la mise en œuvre des orientations gouvernementales, qu'il s'agisse d'accès aux droits, à l'éducation, à la formation, aux soins, à la culture, etc.

Les cadres territoriaux de la protection judiciaire de la jeunesse ont la responsabilité de relayer ce travail dans les instances décisionnelles. Parmi eux, le conseiller technique de service social affecté en région est en charge de dossiers où sa compétence est mise à profit, qu'il s'agisse de questions de santé publique, d'accès aux droits, d'équipements en termes de pilotage ou d'évaluation. Il trouve dans les différentes instances concernées des interlocuteurs naturels notamment ceux qui sont issus du même

socle de formation et qui constituent à travers cette communauté de culture une base efficace de rapports partenariaux.

L'encadrement technique est une règle de fonctionnement pour l'exercice de la profession d'assistant de service social, notamment dans les institutions qui relèvent de missions de service public ou en ont la charge. Ce principe d'accompagnement professionnel est lié à la difficulté du domaine où le travail social investit: charge émotionnelle dans le traitement des situations, responsabilité d'un métier qui doit prendre le recul nécessaire pour évaluer en permanence les problèmes sociaux rencontrés et les effets des réponses qui sont apportées.

Par ailleurs, l'observation des évolutions sociales, la mise à jour permanente des modifications législatives et réglementaires sont nécessaires pour contribuer à actualiser les outils d'intervention et maintenir la professionnalité. Cette charge incombe principalement au conseiller technique de service social affecté en direction régionale qui en a la responsabilité et sollicite les échelons hiérarchiques pour mettre en oeuvre les moyens utiles sous différentes formes.

2.2.2. AU PLAN DÉPARTEMENTAL

Le conseiller technique de service social apporte sa contribution aux questions propres à l'action sociale. Il améliore ainsi la capacité de réponse qui, depuis les lois de décentralisation est particulièrement stratégique, en contribuant à la réflexion et à la mise en oeuvre partenariale des questions inscrites dans les schémas conjoints. Il travaille principalement sur les actions liées à l'accès aux droits, au placement familial, au travail avec les familles et au soutien de la parentalité, à la prévention des inadaptations. Il s'assure de la prise en compte par l'ensemble des services de la situation familiale et sociale des mineurs pris en charge dans le département.

Le conseiller technique de service social peut par ailleurs être responsable d'un dispositif fonctionnel départemental tel que défini dans la circulaire d'orientation du 15 mai 2001 relative à l'organisation des services au niveau départemental.

Le conseiller technique de service social exerçant en direction régionale ou départementale relève de l'article 10 du décret du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail.

3. LA FORMATION

Pour pouvoir exercer leur profession les assistants de service social doivent être titulaires du diplôme d'Etat. Les administrations recrutent donc des professionnels a minima formés à la pratique d'un service social généraliste, quand ils ne sont pas, par ailleurs, porteurs d'une expérience professionnelle précédente. La formation d'adaptation mise en place par le Centre national de formation et d'études de la protection judiciaire de la jeunesse, outre les éléments de connaissance de l'institution et les techniques de travail qui s'y rapportent, devra prendre en compte les présentes orientations. Ultérieurement les actions de formation continue leur sont offertes comme à l'ensemble des personnels et il appartient aux responsables hiérarchiques lors des évaluations annuelles de veiller aux besoins exprimés par les professionnels.

Le passage des assistants de service social sur des postes fonctionnels de conseillers techniques doit par ailleurs s'accompagner d'une formation d'adaptation assurée par le pôle de formation des cadres du Centre national de formation et d'études. Des propositions en ce sens seront présentées à un prochain CTPN consacré à la formation.

Par ailleurs, la profession est elle-même dispensatrice de formation puisque la préparation au diplôme d'Etat est conçue en alternance. Les assistants de service social reçoivent, après accord du directeur de service, des stagiaires qui leur sont adressés par les écoles et instituts de formation. Ce rôle d'accueil des élèves est particulièrement important et stratégique puisqu'il est facteur d'information sur la protection judiciaire de la jeunesse, de dynamisme inter-institutionnel et participe au recrutement de jeunes professionnels. L'accueil des stagiaires est de la responsabilité des assistants de service social qui deviennent moniteurs de stage. Il est conçu et organisé en lien étroit avec les conseillers techniques de service social, tant en termes d'opportunité que de contenu de formation. Les directeurs de service veilleront à accorder aux assistants de service social un temps spécifique pour mener à bien cette mission et à y impliquer l'ensemble du service.

Les assistants de service social contribuent également à la formation des personnels stagiaires; ils les préparent à la compréhension des problèmes sociaux et familiaux rencontrés sur les terrains et explicitent les moyens qu'ils mettent en oeuvre pour réduire les difficultés. Ils s'inscrivent là aussi dans une fonction tutorale auprès de professionnels.

*

*

*

La présente circulaire attribue une place et un rôle spécifiques aux personnels de service social intervenant dans les services de la protection judiciaire de la jeunesse. Elle marque la volonté de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse de reconnaître pleinement leurs compétences et leurs savoir-faire, en garantissant ainsi les conditions d'un véritable travail interdisciplinaire au sein des services.

La revalorisation indemnitaire pour les personnels de service social, dont le principe a été arrêté lors des négociations sur l'A.R.T.T, s'inscrit, elle aussi, dans cette démarche d'une plus grande reconnaissance de leur rôle.

Les conseillers techniques de service social sont un corps fonctionnel. A ce titre, les postes qu'ils occupent dans les directions régionales et départementales seront identifiés à l'avenir comme des postes à profil.

Pour être complète, cette démarche devra s'accompagner d'un effort de recrutement. A cet effet, la direction de la protection judiciaire de la jeunesse élaborera dans les prochains mois une carte des emplois en vue de favoriser une meilleure répartition des moyens existants et d'argumenter les demandes d'emplois complémentaires.

Les directeurs départementaux et les directeurs de service veilleront à assurer l'information des magistrats sur les orientations présentées ci-dessus.

Les directeurs régionaux et les directeurs départementaux contrôleront leur mise en oeuvre dans les services placés sous leur autorité. Les directeurs départementaux sont garants que les projets de service ainsi que les fiches de poste respectent la pluralité des domaines d'intervention des personnels de service social, excluant ainsi qu'ils puissent être cantonnés dans un seul d'entre eux.

Les directeurs régionaux me rendront compte des conditions de mise en oeuvre de la présente circulaire et me feront connaître les éventuelles difficultés rencontrées pour le 30 octobre 2002.

La directrice de la protection judiciaire de la jeunesse
Sylvie PERDRIOLLE

| |
|--|
| <p style="text-align: center;">FICHE DE POSTE ASSISTANT DE SERVICE SOCIAL A LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE</p> |
|--|

L'assistant de service social est affecté dans un service éducatif de la protection judiciaire de la jeunesse.

Il a pour mission de garantir la prise en compte de la dimension familiale et sociale des situations de mineurs confiés par décision judiciaire au service dans lequel il est affecté ou dans lesquels il intervient.

Dans le ou les services dans lesquels il intervient, l'assistant de service social est membre de l'équipe éducative pluridisciplinaire et est placé sous l'autorité du directeur de service. Il est soumis au régime de temps de travail applicable à son unité d'affectation.

Son intervention s'inscrit dans la complémentarité du travail des professionnels de la protection judiciaire de la jeunesse; elle figure dans le projet de service qui définit la façon dont l'interdisciplinarité se traduit effectivement dans le service concerné.

A ce titre, dès la réception des mesures, l'assistant de service social participe aux réunions pluridisciplinaires d'évaluation quels que soient la nature et le fondement de l'ordonnance.

Son activité s'exerce dans trois domaines d'intervention : l'investigation (IOE et enquêtes sociales), l'exercice des mesures éducatives, le partenariat.

L'assistant de service social contribue à la mise en oeuvre et au suivi des mesures éducatives selon ses techniques propres.

Dans le cadre du projet personnel élaboré pour le mineur, il prend sa place dans la relation d'aide à la famille telle qu'elle aura été arrêtée de façon interdisciplinaire au sein de l'équipe éducative. Sa relative distanciation de la relation pédagogique instaurée avec le mineur lui permet de travailler sur les attentes propres des membres de la famille.

Il informe sur les droits sociaux et s'assure que les mineurs confiés en disposent de façon à pouvoir effectivement engager leur insertion.

Quand les circonstances compromettent le travail sur l'environnement-éloignement, incarcération- il recherche les relais et les étayages qui contribuent à pallier cet état de fait.

Lorsqu'une difficulté sociale qui ne relève pas de la mesure ordonnée ou d'une mission de la protection judiciaire de la jeunesse est repérée, il oriente et/ou accompagne le mineur et/ou sa famille vers une démarche appropriée.

Il tisse avec les acteurs locaux un réseau professionnel susceptible, au-delà des mesures confiées, de mettre en oeuvre des programmes de soutien; il veille à faciliter les mises en relation, les passages de relais et a un rôle particulier auprès des structures de droit commun pour rechercher une traduction concrète de la continuité éducative. Il est particulièrement vigilant sur les conditions de retour du mineur chez ses parents et également sur les circonstances qui entourent la fin des mesures.

Afin de contribuer à la capacité du service à travailler en réseau, il entretient les relations utiles avec les acteurs de terrain sur les questions sociales qui touchent le public de la protection judiciaire de la jeunesse et travaille avec eux aux moyens de renforcer les liens sociaux. Il participe de ce fait à l'élaboration des mesures de prévention. Dans les projets à caractère partenarial qu'il mène, il représente le service dans lequel il est affecté.

Il concourt à la réflexion du service sur l'amélioration des pratiques professionnelles. Son activité est recensée au moyen des outils d'évaluation en vigueur.

Il bénéficie de la formation continue proposée à l'ensemble des personnels de la protection judiciaire de la jeunesse. Les connaissances techniques propres au service social peuvent le conduire à suivre des cursus complémentaires de formation.

Il participe à la formation initiale des personnels stagiaires et, plus largement, assure une fonction tutorale auprès des jeunes professionnels. Il peut être amené à être membre de jurys de concours ou d'examen au sein de la protection judiciaire de la jeunesse ou à l'extérieur.

En lien avec les conseillers techniques de service social il évalue sa capacité à accueillir des stagiaires en formation de service social et le propose au directeur de service.

| |
|---|
| <p style="text-align: center;">FICHE DE POSTE CONSEILLER TECHNIQUE DE SERVICE SOCIAL A LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE</p> |
|---|

Le conseiller technique de service social est affecté en direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse selon la carte des emplois.

Il est placé sous l'autorité du directeur et fait partie intégrante de l'équipe de direction. A ce titre il relève de l'article 10 du décret du 25 août 2000 sur l'aménagement et la réduction du temps de travail.

Le conseiller technique de service social a la responsabilité des dossiers où sa technicité dans le domaine de l'action sociale favorisera l'expertise de l'équipe de direction.

Il contribue à l'élaboration de la politique territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse, en assure la mise en oeuvre et participe aux évaluations qui en découlent.

Il analyse, met en oeuvre et évalue les questions qui sont traitées par les directions territoriales en matière de dispositifs sociaux.

Il anime avec les membres de l'équipe de direction le travail en réseau avec des partenaires institutionnels. Il assure la conduite de projets et apporte sa compétence technique sur des dossiers d'ordre politique, ainsi que sur des dossiers d'animation et de formation.

Il apporte son concours à la mise en place des programmes de formation initiale, d'adaptation et continue de l'ensemble des personnels qui concourent à la protection de l'enfance.

Il constitue une référence technique pour les personnels de service social et de santé et contribue à leur formation d'adaptation. Il recherche les moyens d'une animation autour de questions les concernant.

Il participe à l'élaboration des politiques de santé et au développement des actions qui en résultent, et s'y implique, quand cette complémentarité se justifie, auprès de l'infirmier ou du correspondant santé.

Il est partie prenante de l'organisation de l'accueil en familles et, selon les implications locales, se trouve en charge de cette question.

Il suit les actions susceptibles de permettre la prise en compte de la parole des familles tant à l'interne des structures de la protection judiciaire de la jeunesse qu'à l'externe.

Il aide à la définition de l'interdisciplinarité dans les différentes structures du département et recherche avec l'équipe de direction la localisation des postes de service social la plus opérante pour garantir cette modalité de travail.

Il s'implique dans la formation des travailleurs sociaux et régule l'accueil des stagiaires de service social.